

gnera les aptitudes. Montrez aujourd'hui que l'individu n'est pas plus que l'enfant dans cette main sage et puissante qui ordonne de tout au service de tous. Votre droit n'est pas douteux. Créateurs d'un ordre social nouveau, vous avez les droits de l'inventeur sur la matière première qu'il transforme, qu'il pétrit pour en faire un chef-d'œuvre. Que sont d'ailleurs les individus sur qui vous ferez la première expérience ? Des criminels. Les femmes qu'il s'agit d'exporter invoqueraient en vain le prétendu droit de rester dans la grande famille nationale ; elles l'ont trahie, elles en sont du moins soupçonnées. Rejetez-les, et que, coupables ici contre la civilisation, elles en deviennent ailleurs les apôtres. Chez-nous, elles étaient les agens du despotisme ; dans les pays moins avancés où elles iront vivre, elles seront les missionnaires de la liberté. Ne craignez pas de leur faire franchir même les murs du sérail ; ces murs tomberont aussitôt qu'elles y seront renfermées.

(Murmures d'approbation.)

LE CONSUL, à part.

Il a vraiment du talent cet animal-là ! (Haut.) Les paroles éloquentes que je viens d'entendre ont produit sur mon esprit une impression que je ne dissimulerai pas. Néanmoins mon opinion n'est pas entièrement formée. Le ministre du commerce me présentera sans délai un rapport détaillé sur cette affaire.

Le ministre de l'instruction publique, à part.

Il file !

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, à part.

Le lâche !

Le ministre des Finances.

Nulle recette, rien en caisse, des dettes partout, voilà le bilan des finances. Je demande qu'on adopte au plus vite le projet d'exportation proposé par le ministre du commerce. Il me permettra d'assurer pendant quelques jours au moins le service de la police et de poursuivre certaines réquisitions importantes. Nous sommes en pour-parler avec divers spéculateurs étrangers pour la vente des musées, des collections et des bibliothèques. Concluons : faisons argent des ces objets inutiles.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ils sont inutiles, mais ils sont beaux ; le peuple regrettera de les perdre.

Le ministre des Finances.

Le peuple s'en moque bien ! Il préfère l'ombre du houblon à l'ombre des chênes, et une gaudriole lithographiée à toutes les toiles de Raphaël.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Il faudrait s'attacher à former son goût.

Le ministre des Finances.

Il demande qu'on s'attache à lui donner du pain.

Le consul, au ministre des finances.

Continue.

Le ministre des Finances.

Je n'ai plus rien à dire. L'état n'a eu besoin que d'un décret pour payer toutes ses dettes antérieures à la révolution ; il a fait, depuis, un peu d'argent et beaucoup de dettes nouvelles, grâce aux moyens que vous connaissez ; maintenant, il ne peut plus faire ni argent ni dettes que par des coups de hasard. La planche aux bons d'état ne produit qu'un papier sans aucune valeur ; les propriétés nationales ne rapportent rien. On ne les achète pas, ou on ne les paie pas, ou ceux qui s'en emparent ne les cultivent pas. Le numéraire a disparu totalement, la famine

nous menace. Il n'y a pas de combinaison, pas de force qui n'échoue contre la force inerte du fait. Le ministre des finances doit être aujourd'hui ministre de la guerre et ministre de l'intérieur.

Le consul.

N'as-tu rien à proposer ?

Le ministre des Finances.

Rien d'efficace et que j'espère accomplir, surtout étant servi comme je le suis.

Le consul.

Tu as cependant régénéré ton administration ?

Le ministre des Finances.

Que trop ! On m'a fait placer des milliers d'anciens prisonniers pour dettes, faillis, banqueroutiers, sous prétexte qu'ils avaient été victimes de la tyrannie du capital. Ils ne valent pas les aristocrates dont nous avons purgé la finance. Leur incapacité, leur improbité, sont de plus en plus révoltantes.

Le ministre de l'instruction publique.

Et toi aussi, Samuel, tu attaques les socialistes !

Le ministre des finances.

Oui ; c'est par trop fort. Je prévoyais bien, en les nommant, qu'ils voudraient se replumer, et j'étais disposé, suivant ton conseil, à fermer les yeux ; mais, c'est trop fort. Par Mammon, quels artistes ! Après trente ans passés dans les affaires et dans la politique, je n'avais pas idée de cela !

Le ministre des affaires étrangères.

Décidément, c'est fort !

Le consul.

Samuel, tu es ministre des finances pour trouver de l'argent. Trouves-en, ou donne ta démission.

Le ministre des finances.

Tu es consul pour faire régner l'ordre. Réduits au silence les conspirateurs, fais trembler les fripons, emploie des hommes capables et honnêtes, rétablis la confiance et le crédit, je te trouverai de l'argent.

Un huissier.

Le citoyen commandant supérieur de la force ouvrière.

(Entre le Vengeur. Il s'assied en silence.)

LS. VEUILLOT.

(A Continuer.)

LES PARTAGEUX.

3^e DIALOGUE.—LE COMMUNISME.

Le père François.—Qu'est-ce que tu viens faire dans ce pays-ci, mon garçon ? tu n'as plus guère ni parents ni amis chez nous à qui tu puisse rendre visite.

Le Communiste.—Je viens faire de la propagande. La révolution de février ne doit pas rester stérile comme les autres. Il faut qu'elle porte ses fruits.

Le père François.—Si tu ne viens que pour cela, tu peux bien retourner vers ceux qui t'envoient, et leur dire qu'il n'y a rien à faire ; nous en savons tous plus long qu'eux.

Le Communiste.—Mais la révolution n'est pas finie, père François ; elle ne fait que de commencer.

Le père François.—Je le sais, mon garçon ; nous n'avons pas besoin de toi pour le voir. Avant février on disait : Liberté, ordre public. C'était un tort. Il fallait dire : Ordre d'abord, liberté ensuite. La liber-